

Procès-verbal de la séance du Conseil Municipal du vendredi 04 novembre 2022

Afférents au Conseil : 15

En exercice : 14

Présents : 13

Convocation du 27/10/2022

Présents : Mmes Marion ALEXANDRE, Maria DRABOWICZ, Agnès GRILLOT, Christelle GUILLEMINOT, Rosaria SWIADEK, MM. Patrick CAMUS, Loïc GARNIER, Stéphane GIRARD, Patrick JURY, Patrice LARONZE, Aimé MAIERON, Dominique RAVAUT et Gérard DURAND, Maire.

Absents, excusés et pouvoirs : M. Benjamin LEDOUX = pouvoir à M. Gérard DURAND

Secrétaire de séance : Mme Maria DRABOWICZ

Délibération n° 030-2022Avenant à la convention pour le Centre de Loisirs de St Sernin du Bois

Cet avenant a pour objet l'intégration, à la convention d'origine signé le 5 avril dernier, des accueils de loisirs du mercredi pour les élèves de St Pierre de Varennes.

*A l'unanimité des membres présents ou représentés, le Conseil Municipal autorise M. le Maire à signer l'avenant à la convention pour l'accueil d'enfants de notre Commune au Centre de Loisirs de St Sernin du Bois, le mercredi, pour la période de 2022 à 2024.*

Délibération n° 031-2022Contrat de location épicerie-bar « Au Rendez-vous Varennois »

Après quelques semaines de fermeture et suite au départ de l'ancien gérant du commerce « Au Rendez-vous Varennois », l'épicerie-bar va ré ouvrir ses portes dans le courant du 1<sup>er</sup> trimestre 2023.

Il y a lieu d'autoriser M. le Maire à signer avec Mme Virginie MARTELLETTI, future gérante, la nouvelle convention d'occupation des locaux et de décider du montant du loyer et de la location du matériel.

*Après en avoir délibéré et à l'unanimité des membres présents ou représentés, le Conseil Municipal :*

- autorise M. le Maire à signer ladite convention avec Mme Virginie MARTELLETTI, pour une durée d'un an, ceci à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023 ;*
- dit que le montant mensuel du loyer (local épicerie-bar) sera de 100 € et que celui de la location du matériel sera de 150 € ; il est précisé que le 1<sup>er</sup> paiement sera effectué à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2023 (gratuité loyer + location matériel pour une durée de 6 mois) ;*
- dit que la convention sera jointe à la présente délibération.*

Délibération n° 032-2022Tarifs Salle des Fêtes 2023

Il est décidé de reconduire les mêmes tarifs que pour 2022, en incluant les frais de lavage.

Les frais d'électricité et chauffage sont portés quant à eux à 0,25 € du kw/h et facturés pour chaque location.

- . Associations Commune (1 location gratuite / an) = 120 €
- . Associations Extérieures WE = 450 €
- . Associations Extérieures semaine (mardi, mercredi et jeudi sauf 1<sup>er</sup> jeudi du mois) = 130 €
- . Particuliers Commune WE = 280 €
- . Particuliers Extérieurs WE = 450 €
- . Vin d'honneur Particuliers Commune = 130 €
- . Vin d'honneur Extérieurs = non louée

*A l'unanimité des membres présents ou représentés, le Conseil Municipal décide de valider ces tarifs pour l'année 2023.*

**Délibération n° 033-2022****Tarifs concessions cimetièrre pour 2023**

Tarifs 2022 :

Concession cimetièrre :	15 ans = 165 €	30 ans = 330 €
Ancien columbarium :	15 ans = 165 €	30 ans = 330 €
Nouveau columbarium :	15 ans = 330 €	30 ans = 500 €
Cav`urnes :	15 ans = 500 €	30 ans = 800 €
Mini tombes :	15 ans = 150 €	30 ans = 300 €

Inscription dans le logiciel = 32 € pour toute inhumation.

*A l'unanimité des membres présents ou représentés, le Conseil Municipal décide de reconduire ces tarifs pour l'année 2023.*

**Délibération n° 034-2022****Convention pour Fonds de Concours « entretien des chemins ruraux » pour l'investissement**

Une demande de Fonds de Concours pour la section « investissement » (réfection de la rue Vannier), transmise au Président de la CUCM en mars dernier, a reçu un avis favorable de la commission dudit Fonds de Concours en date du 18 mai.

Les travaux ont été réalisés pour un montant de 21 750,00 € HT et la facture a été acquittée le 08 septembre 2022.

*Après en avoir délibéré, et à l'unanimité des membres présents ou représentés, le Conseil Municipal autorise M. le Maire à signer la convention entre la CUCM et la Commune afin de percevoir le versement d'un montant de 10 875,00 € (50 % du coût total HT des travaux).*

**Délibération n° 035-2022****Motion sur les finances locales**

**Le Conseil Municipal de la Commune exprime sa profonde préoccupation concernant les conséquences de la crise économique et financière sur les comptes de la commune, sur sa capacité à investir et sur le maintien d'une offre de services de proximité adaptée aux besoins de la population.**

Nos communes et intercommunalités doivent faire face à une situation sans précédent :

Estimée pour 2022 et 2023 à environ 5,5%, l'inflation, à son plus haut niveau depuis 1985, va faire augmenter les dépenses annuelles de fonctionnement de plus de 5 Md€.

Les coûts de l'énergie, des produits alimentaires et des matériaux connaissent une hausse spectaculaire qui à elle seule compromet gravement l'équilibre des budgets de fonctionnement et les capacités d'investissement des communes et de leurs intercommunalités.

Enfin, l'augmentation de 3,5% du point d'indice, mesure nécessaire pour les agents territoriaux, ajoute une charge supplémentaire de 2,3 Md€ pour nos collectivités.

Après quatre ans de baisse des dotations de 2014 à 2017, la réduction des moyens s'est poursuivie depuis 2017 avec le gel de la DGF et la baisse chaque année des attributions individuelles pour plus de la moitié des collectivités du bloc communal.

Les projets de loi de finances et de programmation des finances publiques proposent de rajouter encore des contraintes avec la suppression de la CVAE et une nouvelle restriction des interventions des collectivités locales, à hauteur de 15 Md€ d'ici 2027, par un dispositif d'encadrement des dépenses comparable à celui dit de Cahors et visant un plus grand nombre de communes et d'intercommunalités.

**Ces mesures de restriction financières de nos communes ne se justifient pas : les collectivités ne sont pas en déficit et les soldes qu'elles dégagent contribuent au contraire à limiter le déficit public.**

Les erreurs du passé ne doivent pas être reproduites : depuis 2014, la baisse cumulée des dotations, qui représente un montant de 46 Md€ a conduit à l'effondrement des investissements alors que les comptes de l'Etat n'ont fait apparaître aucune réduction de déficit : celui de 2019, juste avant la crise sanitaire, est resté au même niveau qu'en 2014 (3,5% du PIB).

**Face à l'impact de la crise économique, il est essentiel de garantir la stabilité en Euros constants des ressources locales** pour maintenir l'offre de services à la population, soutien indispensable au pouvoir d'achat des ménages.

Face à la faiblesse de la croissance annoncée à 1% en 2023, l'urgence est également de soutenir l'investissement public local qui représente 70% de l'investissement public et constitue une nécessité pour accompagner la transition écologique des transports, des logements et plus largement de notre économie.

**Dans un contexte de crise mondiale, le Parlement doit prendre la mesure de cette réalité** et permettre aux communes et intercommunalités de disposer des moyens d'assurer leurs missions d'amortisseurs des crises.

**La commune de St Pierre-de-Varennes soutient les positions de l'Association de Maires de France qui propose à l'Exécutif :**

- **d'indexer la DGF sur l'inflation 2023**, afin d'éviter une nouvelle réduction des moyens financiers du bloc communal de près de 800 millions d'euros. La revalorisation de la DGF est également indispensable pour engager une réforme globale de la DGF, visant notamment à réduire les écarts injustifiés de dotations.

- **de maintenir l'indexation des bases fiscales** sur l'indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH) de novembre 2022 (+6,8% estimés).

- **soit de renoncer à la suppression de la CVAE, soit de revoir les modalités de sa suppression.** Adossée à la valeur ajoutée et déductible du bénéfice imposable à l'IS, la CVAE n'est pas déconnectée des performances de l'entreprise, elle n'est pas un impôt de production mais constitue un lien fiscal essentiel entre les entreprises et leur territoire d'implantation.

Les collectivités ne sont pas responsables du niveau élevé des prélèvements obligatoires, la fiscalité locale ne représentant que 6,5% du PIB sur un total de 44,3%.

Si la suppression de la CVAE devait aboutir, il serait alors indispensable de la remplacer par une contribution locale, sur laquelle les collectivités garderaient le pouvoir de taux et/ou d'assiette. Dans l'attente d'un dispositif élaboré avec les associations d'élus, la commune de ... ou l'intercommunalité de ... demande un dégrèvement permettant une compensation intégrale.

- **de renoncer à tout dispositif punitif d'encadrement** de l'action locale. Les 15 Md€ de restrictions de dépenses imposés aux collectivités locales d'ici 2027 sont en réalité des restrictions imposées à la population car c'est autant de moins pour financer l'offre de services.

- **de réintégrer les opérations d'aménagement, d'agencement et d'acquisition de terrains dans l'assiette du FCTVA.** Cette réintégration doit être opérée en urgence pour permettre notamment aux collectivités locales frappées par les incendies d'avoir de nouveau accès au FCTVA pour l'aménagement des terrains concernés.

- **de rénover les procédures d'attribution de la DETR et de la DSIL** pour permettre une consommation des crédits votés en lois de finances. En particulier, la commune de ... ou l'intercommunalité de ... demande la suppression des appels à projets, et, pour l'attribution de la DSIL, l'instauration d'une commission d'élus et la transmission des pouvoirs du préfet de région au préfet de département. Cette même logique doit prévaloir pour l'attribution du « fonds vert ».

La commune de St Pierre-de-Varennes demande que la date limite de candidature pour la DETR et pour la DSIL intervienne après le vote du budget primitif concerné. Cette évolution permettrait de donner plus de temps aux échanges avec les services de l'État et d'appréhender l'ensemble des projets éligibles.

Enfin, dans un souci de simplification, lorsque le cumul des deux dotations est possible, il faut que le même dossier puisse servir à l'instruction de l'attribution des deux dotations.

**Concernant la crise énergétique, la Commune de St Pierre-de-Varennes soutient les propositions faites auprès de la Première ministre par l'ensemble des associations d'élus de :**

**Créer un bouclier énergétique d'urgence** plafonnant le prix d'achat de l'électricité pour toutes les collectivités locales, éventuellement assorti d'avances remboursables.

**Permettre aux collectivités de sortir sans pénalités financières** des nouveaux contrats de fourniture d'énergie, lorsqu'elles ont dû signer à des conditions tarifaires très défavorables.

**Donner aux collectivités qui le souhaitent la possibilité de revenir aux tarifs réglementés de vente (TRV)** - c'est-à-dire aux tarifs régulés avant l'ouverture à la concurrence - quels que soient leur taille ou leur budget.

La présente délibération sera transmise au Préfet et aux parlementaires du département.

Le secrétaire de séance,

*Diabouze*

Le Maire,

